

Vous informe- MAI 2010

ACCORDS DE BRANCHE NON ETENDUS

CLASSIFICATIONS & SALAIRES

- ✕ BANQUE : Accord du 8/3/2010 - Révise les métiers-repères.
- ✕ COMMERCE DE GROS : Annonce le 5/5/2010 par la Confédération Française du Commerce Interentreprises de la signature d'un accord sur les salaires minima avec effet rétroactif au 1/4/2010.
- ✕ COMMERCE & SERVICES DE L'ELECTRONIQUE : Avenant 39 du 17/2/2010 -Salaires minimaux au 1/4/2010.
- ✕ LABORATOIRES D'ANALYSES MEDICALES : Accord du 4/2/2010 - Salaires au 1/4/2010.
- ✕ PERSONNEL DES AVOCATS AU CONSEIL D'ETAT & A LA COUR DE CASSATION : Accord du 20/1/2010 - Salaires au 1/1/2010.
- ✕ PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE : Avenant 3 du 12/2/2010 - Salaires au 1/1/2010.
- ✕ PERSONNEL DES COMMISSAIRES PRISEURS : Avenant du 19/1/2010 - Salaires au 1/1/2010.
- ✕ TRAVAIL TEMPORAIRE, SALAIRES PERMANENTS : Accord du 29/1/2010 - Salaires minimaux au 1/1/2010.

FORMATION PROFESSIONNELLE - NEGOCIATION COLLECTIVE

- ✕ LABORATOIRES D'ANALYSES MEDICALES : Avenant du 4/2/2009 - Financement du paritarisme.
- ✕ METALLURGIE : Accord du 17/5/2010 - GPEC et sécurisation des parcours professionnels.

PREVOYANCE

- ✕ DIAGNOSTIC IMMOBILIER : Accords du 12/11/2009 - Régime de prévoyance. Règles d'indemnisation de la maladie et de protection de la maternité

AUTRES THEMES

- ✕ FOYERS & SERVICES POUR JEUNES TRAVAILLEURS : Accord du 26/1/2010 - Santé au travail.

JURISPRUDENCE

- ✘ A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL : Cass.soc . 5/5/2010, n°08-45.502 - Il ne peut y avoir de différences de traitement entre des salariés d'établissements différents d'une même entreprise, exerçant un travail égal ou d'égale valeur, que si elles reposent sur des éléments objectifs. A défaut d'élément objectif permettant de l'établir, la simple allégation d'un coût de la vie plus élevé à Paris qu'en province ne saurait justifier une disparité de traitement.
- ✘ ASSISTANCE DE L'EMPLOYEUR A L'ENTRETIEN PREALABLE : Cass.soc. 5/5/2010, n°09-40.737 - Illustration des limites pour l'employeur de son droit de se faire assister par un autre salarié à un entretien préalable à une sanction disciplinaire. La cour rappelle que l'assistance ne doit pas conduire à transformer l'entretien en enquête mais estime en l'espèce que la présence d'une infirmière dont l'intervention s'est limitée à confirmer les propos reprochés au salarié convoqué n'avait pas affecté le bon déroulement de l'entretien.
- ✘ CONGE PARENTAL & SORT DES CONGES PAYES : CJUE 22/4/2010, C-486/08- Rendu dans le cadre de la législation autrichienne, cet arrêt consacre le droit pour le salarié de conserver les congés payés acquis avant son congé parental. Cet arrêt poursuit le mouvement amorcé en 2009 avec le maintien des droits acquis en cas d'absence maladie se poursuivant au-delà de la période des congés.
- ✘ CONGE PARENTAL & VERSEMENT DU CLCA : Cas.civ. 2^e 15/4/2010, n°09-11.382 - Le fait pour une salariée d'épuiser son droit à congé payé avant de prendre son congé parental n'a pas pour effet de reporter le point de départ du service de la prestation de complément de libre choix d'activité.
- ✘ CRP, CONTESTATION DU MOTIF ECONOMIQUE & DROIT AU PREAVIS : Cass.soc. 5/5/2010, n°08-43.652 - La cour précise qu'en cas de contestation du motif économique de la rupture, le salarié qui obtient gain de cause peut également prétendre au paiement de l'indemnité compensatrice de préavis et à celle de congés payés afférente.
- ✘ DISPOSITIF BIOMETRIQUE ILLEGAL : Délibération CNIL 18/3/2010, n°2010-072 - Ordonne l'interruption pour trois mois d'un dispositif illégal à plusieurs titres : mise en œuvre du dispositif en dépit du refus d'autorisation lié à l'absence d'un impératif de sécurité fort, absence d'information des salariés sur les caractéristiques du traitement et leur droit d'accès, conservation des données sans limitation de durée.
- ✘ HARCELEMENT MORAL, MEME SUR UNE BREVE PERIODE : Cass.soc. 26/5/2010, n°08-43.152 - Pour la première fois, la cour de cassation précise que le harcèlement moral peut se dérouler sur une brève période. En l'espèce, le salarié avait été affecté à des tâches subalternes avec interdiction de prospecter la clientèle lors d'un retour d'arrêt maladie, puis menacé et victime de propos dégradants dès la deuxième semaine de reprise. Ces faits répétés ayant généré un traumatisme psychologique conduisant à un nouvel arrêt de travail à peine dix jours après la reprise, le harcèlement était caractérisé.
- ✘ HEURES DE DELEGATION & MODIFICATION DES HORAIRES DE TRAVAIL : Cass.soc. 19/5/2010, n°08-42.506 - « Si le délégué syndical peut librement exercer son mandat pendant son temps de travail, il ne peut, sans faute de sa part, unilatéralement modifier ses horaires de travail pour l'exercice de ses fonctions, sans l'accord de l'employeur ». La salariée avait décalé ses heures d'intervention chez un client ce qui avait occasionné une gêne pour ce dernier.
- ✘ LICENCIEMENT DISCIPLINAIRE & PLAINTE PENALE : Cass.soc. 12/5/2010, n°09-40.933 - Confirme la règle selon laquelle la décision pénale s'impose au juge prud'homal : en cas de relaxe, le licenciement fondé sur les mêmes faits doit être jugé sans cause réelle et sérieuse. En l'espèce, le tribunal correctionnel avait retenu la réalité des faits (falsification de documents) avant de relaxer le salarié estimant que ces faits n'avaient eu aucunes conséquences juridiques.

- ✘ MODIFICATION UNILATERALE DE LA REMUNERATION : Cass.soc. 5/5/2010, n°07-45.409 - Même plus avantageuse pour le salarié, la modification de la structure de sa rémunération doit recueillir l'accord du salarié. A défaut, la Cour de cassation considère que le salarié est fondé à prendre acte de la rupture de son contrat de travail aux torts de l'employeur.
- ✘ PREVOYANCE & CARACTERE COLLECTIF : TASS des Hauts de Seine 8/4/2010 - Arrêt qui va à l'encontre de la position de l'administration s'agissant de la notion de caractère collectif d'un régime de prévoyance. La sécurité sociale n'admet en effet l'exonération de cotisations sociales des contributions versées qu'à condition que l'avantage vise au moins une ou plusieurs catégories objectives de personnel. Les circulaires administratives précisent que le niveau de classification ou le coefficient des salariés ne saurait constituer une catégorie objective de personnel, le tribunal des affaires de sécurité sociale se détache ici de cette interprétation et invalide le redressement opéré par l'URSSAF.
- ✘ REDUCTION FILLON & PRIME ANNUELLE : Cass.Civ.2° 18/3/2010, n°09-14.517 - Le fait qu'une prime annuelle soit versée en deux fois ne permet pas d'exclure de la rémunération de référence pour le calcul du taux de réduction, la fraction de prime versée par avance au salarié au cours d'un mois donné.
- ✘ TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF : cass. Soc. 7/4/2010, n°09-40.020 - Le fait qu'un salarié soit contraint par les circonstances, et non pas par ordre direct, de demeurer à la disposition de son employeur pendant les temps d'attente liés aux opérations de déchargement de son camion, ne suffit pas à les qualifier de temps de travail effectif.
- ✘ VALIDITE DES RUPTURES DE CONTRAT POUR LIMITE D'AGE : Cass.soc. 11/5/2010, n°08-43.681 et 08-45.307 - Rappelle qu'en vertu du droit communautaire les différences de traitement fondées sur l'âge ne constituent pas une discrimination lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées par un objectif légitime. Il appartient donc aux juges du fond de vérifier que la limite d'âge appliquée à un salarié est justifiée par un tel objectif mais également qu'elle constitue un moyen approprié est nécessaire à la réalisation de cet objectif. A défaut, la rupture du contrat en application d'une disposition fixant une limite d'âge sera nulle car discriminatoire.
- ✘ VIDEOSURVEILLANCE NON JUSTIFIEE : Délibération CNIL 22/4/2010, n°2010-112 - Ordonne l'interruption pour trois mois d'un dispositif illégal à plusieurs titres : les salariés, quelles que soient leurs tâches et leurs fonctions étaient filmés de manière généralisée et permanente sans justification eu égard au but recherché, absence d'information appropriée des salariés sur le dispositif, conservation des données excessive (plus de deux mois contre une préconisation à un mois).

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

LOIS & ORDONNANCES

- ✘ LICENCIEMENT ECONOMIQUE & RECLASSEMENT : Loi du 18/05/2010 - Modifie l'article L1233-4 du code du travail en exigeant que les postes de reclassement proposés par l'employeur concernent des emplois assortis d'une rémunération équivalente à celle du poste visé par le licenciement. Par ailleurs, en cas de possibilité de reclassement à l'étranger, l'employeur a désormais l'obligation de demander au salarié dont le licenciement est envisagé s'il souhaite recevoir de telles offres et si oui, sous quelles conditions.

DECRETS & ARRETES

(Autres que ceux d'extension des accords de branches)

- ✘ ALLOCATION EQUIVALENT RETRAITE : Décret du 6/5/2010 - Fixe les modalités du rétablissement de cette allocation pour 2010.
- ✘ CHOMAGES INTEMPERIES : Arrêté du 29/4/2010 - Le montant de l'abattement à pratiquer sur l'assiette de calcul est fixé à 69684 € pour la période du 1/4/2009 au 31/3/2010. Le taux de cotisation est fixé à 0,89% pour les entreprises du gros œuvre et des travaux publics, à 0,26% pour les autres.
- ✘ CONTENTIEUX DE L'INCAPACITE & TRANSMISSION DU DOSSIER MEDICAL : Décret du 28/4/2010 - Précise le contenu du dossier et ses modalités de transmission aux médecins intervenant dans le cadre d'une contestation du taux d'incapacité fixé suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle. Le dossier est transmis au médecin expert ainsi qu'à l'éventuel médecin mandaté par l'employeur.
- ✘ CONTRAT DE TRANSITION PROFESSIONNELLE : Décret et Arrêté du 17/5/2010 - Extension de l'expérimentation au bassin d'emploi de Fumel.
- ✘ CONVENTION DE RECLASSEMENT PERSONNALISE : Arrêté du 25/4/2010 - Agrée la convention du 20/2/2010 reconduisant le dispositif jusqu'au 31/3/2011.
- ✘ ORGANISMES DE FORMATION : Décret du 20/5/2010 - Précise les modalités de dépôt et d'enregistrement de la déclaration d'activité et prévoit la signature d'une convention avec les salariés bénéficiaires de certaines formations.
- ✘ PRERETRAITE AMIANTE : Arrêtés du 28/4/2010 - Modification de la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante ainsi que celles des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navale ouvrant droit au dispositif de cessation anticipé d'activité.
- ✘ SAISIE A TIERS DETENEURS : Décret du 29/4/2010 - Adapte l'article R3252-38 du code du travail du fait de la création de cette nouvelle voie d'exécution.
- ✘ SERVICE CIVIQUE : Décret et arrêté du 12/5/2010 - Détaillent les modalités du service civique qui permet à des personnes morales agréées de recourir à des volontaires pour des missions d'intérêt général en France ou à l'étranger.
- ✘ XYNTHIA & CHOMAGE PARTIEL: Arrêté du 7/5/2010 - Agrée l'accord national interprofessionnel du 2/3/2010 prévoyant le versement d'une allocation spécifique de 3,31 €/h pour les salariés arrêtés consécutivement à la tempête.

DIRECTIVES - CIRCULAIRES - LETTRES CIRCULAIRES

- ✘ CUMUL EMPLOI-RETRAITE TOTAL : Circulaire CNAV du 29/4/2010 - Précise les justificatifs à produire par l'assuré qui reprend une activité salariée en cas de cumul emploi-retraite total pour les périodes postérieures au 31/12/2009.
- ✘ RAYONNEMENTS IONISANTS : Circulaire DGT/ASN 21/4/2010 - Précise les mesures de prévention des risques d'exposition aux rayonnements ionisants avec des fiches, sur les obligations de l'employeur en matière de radioprotection, sur l'information et la formation des travailleurs et sur leur suivi médical.

INFORMATIONS DIVERSES

- ✘ REFORME DES COTISATIONS DES APPRENTIS : Déclaration de la Direction de la Sécurité Sociale - Abandon de la réforme de l'assiette de calcul qui devait ramener la durée de référence à 151,67 heures au lieu de 169.

ARRETES D'EXTENSIONS / AGREMENTS

ACCORDS NATIONAUX

BRANCHES	THEMES	DATES
ACTIVITES DU DECHET N° 2149	Programme de formation initiale et continue des conducteurs affectés à la conduite d'un véhicule de plus de 3,5 tonnes	Avenant n° 29 du 23/06/2009 JO du 08/05/2010
ACTIVITES DU DECHET N° 2149	Adaptation de la convention collective	Avenant n° 28 du 23/06/2009 JO du 26/05/2010
ACTIVITES DU DECHET N° 2149	Répartition de la contribution versée au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels	Avenant n° 31 du 30/11/2009 JO du 27/05/2010
AIDE A DOMICILE	Non-discrimination par l'âge et emploi des seniors	Accord professionnel national du 27/10/2009 JO du 26/05/2010
ASSAINISSEMENT & MAINTENANCE INDUSTRIELLE N° 2272	Financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels	Accord du 03/12/2009 JO du 29/05/2010
ASSISTANTS MATERNELS DU PARTICULIER EMPLOYEUR N° 2395	Modification des articles 1-2 et 1-5 de l'annexe 2	Accord du 20/01/2009 JO du 27/05/2010
BANQUE N° 2120	Phénomène des incivilités et des violences à l'occasion des relations commerciales avec la clientèle	Accord du 16/12/2009 JO du 27/05/2010
BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS	Emploi des salariés âgés	Accord national professionnel du 23/12/2009 JO du 26/05/2010
BOULANGERIE & BOULANGERIE-PATISserie (entreprises artisanales) N° 843	Avenant à l'avenant n° 83 relatif à la mise en place d'un régime complémentaire de frais de soins de santé	Avenant n° 6 du 16/09/2009 JO du 26/05/2010
BUREAUX D'ETUDES TECHNIQUES, CABINETS D'INGENIEURS-CONSEILS, SOCIETES DE CONSEIL N° 1486	Modification de l'article 1 ^{er} (Champ d'application)	Avenant n° 37 du 28/10/2009 JO du 22/05/2010
CABINETS & CLINIQUES VETERINAIRES N° 1875	Valeur du point conventionnel	Avenant n° 40 du 26/11/2009 JO du 11/05/2010
CAOUTCHOUC N° 45	Mesures en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle Emploi des seniors	Accord du 19/11/2009 JO du 26/05/2010 Accord du 03/12/2009 JO du 26/05/2010

COMMERCE DE DETAIL DES FRUITS & LEGUMES, EPICERIE & PRODUITS LAITIERS N° 1505	Prévoyance des cadres et des non-cadres Portabilité des droits de prévoyance complémentaire	Avenant n° 86 du 09/07/2009 JO du 26/05/2010 Avenant n° 88 du 23/10/2009 JO du 26/05/2010
COMMISSION, COURTAGE & COMMERCE INTRACOMMUNAUTAIRE, & IMPORTATION-EXPORTATION DE FRANCE METROPOLITAINE N° 43	Création de dispositifs d'épargne salariale	Accord du 22/06/2009 JO du 07/05/2010
COURTAGE D'ASSURANCES ET/OU DE REASSURANCES N° 2247	Financement du fond paritaire de sécurisation des parcours professionnels	Accord du 11/12/2009 JO du 26/05/2010
ECONOMIE SOCIALE	Formation professionnelle	Avenant du 22/09/2006 JO du 05/05/2010
ENSEIGNEMENT PRIVE À DISTANCE N° 2101	Emploi des seniors	Accord du 15/01/2010 JO du 27/05/2010
ENSEIGNEMENT PRIVE À DISTANCE N° 2101	Salaires	Avenant n° 17 du 15/01/2010 JO du 28/05/2010
ENTREPRISES D'EXPEDITION & D'EXPORTATION DE FRUITS & LEGUMES N° 1405	Création d'une annexe spécifique « indemnités de départ en retraite pour les personnels cadres et non cadres » Modification des annexes III et IV (indemnités de départ en retraite) Modification des annexes III et IV (portabilité)	Avenant du 05/06/2009 JO du 26/05/2010 Avenant du 05/06/2009 JO du 26/05/2010 Avenant du 18/09/2009 JO du 26/05/2010
ETABLISSEMENTS D'ENTRAINEMENT DE CHEVAUX DE COURSES AU GALOP N° 7014	Salaires Prime d'éloignement Congés payés	Avenant n° 29 du 15/04/2009 JO du 15/05/2010
EXPLOITATION CINEMATOGRAPHIQUE N° 1307	Salaires minimaux et modification du coefficient hiérarchique 150	Avenant n° 43 du 15/01/2009 JO du 27/05/2010
EXPLOITATION D'EQUIPEMENTS THERMIQUES & DE GENIE CLIMATIQUE ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise N° 998	Répartition de la contribution versée au fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels	accord du 10/12/2009 JO du 29/05/2010
EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES N° 200	Prévoyance	Avenant n° 1 du 30/09/2009 JO du 28/05/2010
FLEURISTES, VENTE & SERVICES DES ANIMAUX FAMILIERS N° 1978	Mise en conformité du champ d'application	Avenant n° 9 du 01/10/2009 JO du 22/05/2010
HOTELLERIE DE PLEIN AIR N° 1631	Salaires	Avenant n° 24 du 21/01/2010 JO du 11/05/2010
IMMOBILIER (secteur des résidences de tourisme) N° 1527	Salaires minima	Avenant du 16/12/2009 JO du 05/05/2010
IMMOBILIER n° 1527	Emploi des Seniors	Accord du 16/12/2009 JO du 05/05/2010

INDUSTRIE & COMMERCE EN GROS DES VIANDES N° 1534	Désignation d'un OPCA	Accord du 01/12/2009 JO du 26/05/2010
INDUSTRIE DE LA SERIGRAPHIE & DES PROCEDES D'IMPRESSION NUMERIQUE CONNEXES N° 614	Salaires minimaux conventionnels	Accord du 15/12/2009 JO du 27/05/2010
INDUSTRIES & COMMERCE DE LA RECUPERATION N° 637	Salaires : élargissement de l'accord régional Nord - Pas-de-Calais, Picardie au reste du territoire national	Accord du 17/09/2009 JO du 26/05/2010
INDUSTRIES DES JEUX, JOUETS, ARTICLES DE FETES & ORNEMENTS DE NOËL, ARTICLES DE PUERICULTURE & VOITURES D'ENFANTS, MODELISME & INDUSTRIES CONNEXES N° 1607	Régime de prévoyance	Avenant n° 34 du 09/07/2009 JO du 28/05/2010
	Egalité professionnelle hommes-femmes	Avenant n° 35 du 10/09/2009 JO du 28/05/2010
	Régime de prévoyance du personnel cadre	Avenant n° 37 du 08/10/2009 JO du 28/05/2010
	Régime de prévoyance du personnel non cadre	Avenant n° 38 du 08/10/2009 JO du 28/05/2010
INTERMITTENTS DU SPECTACLE	Santé au travail des salariés intermittents du spectacle	Accord interbranches du 29/06/2009 JO du 28/05/2010
JARDINERIES ET GRAINETERIES N° 1760	Emploi des seniors	Accord du 26/11/2009 JO du 11/05/2010
LIBRAIRIE N° 3252	Prorogation de la durée d'application de la convention collective n° 3252	Accord national professionnel du 17/09/2009 JO du 28/05/2010
	Classification des emplois	Accord national professionnel du 17/09/2009 JO du 28/05/2010
	Emploi des seniors	Accord national professionnel du 01/12/2009 JO du 28/05/2010
METALLURGIE N° 2852	Formation professionnelle	Accord national professionnel du 07/12/2009 JO du 27/05/2010
MISSIONS LOCALES & PAIO N° 2190	Périodicité de la négociation salariale	Avenant n° 38 du 16/12/2009 JO du 26/05/2010
ORGANISMES DE FORMATION N° 1516	Mise en place d'un régime de prévoyance	Avenant du 20/10/2009 à l'accord du 3/7/1992 JO du 22/05/2010
ORGANISMES DE TOURISME N° 1909	Egalité professionnelle	Accord du 30/09/2009 JO du 26/05/2010
ORGANISMES DE TOURISME SOCIAL & FAMILIAL N° 1316	Salaires	Avenant n° 50 du 14/12/2009 JO du 11/05/2010

PARTICULIER EMPLOYEUR N° 2111	Modification de l'accord paritaire sur la prévoyance du 24 novembre 1999	Avenant n° 2 du 07/09/2009 JO du 26/05/2010
PHARMACIE D'OFFICINE N° 1996	Portabilité des garanties prévoyance et frais de santé	Accord du 02/07/2009 JO du 26/05/2010
POMPES FUNEBRES N° 759	Salaires	Accord du 13/11/2009 JO du 05/05/2010
REMONTEES MECANIQUES & DOMAINES SKIABLES N° 454	Salaires minimaux	Avenant n° 69 du 20/10/2009 JO du 21/05/2010
	Salaires horaires	Avenant n° 73 du 20/10/2009 JO du 21/05/2010
	Salaires horaires	Avenant n° 75 du 20/10/2009 JO du 21/05/2010
	Emploi des séniors	Avenant n° 41 du 25/11/2009 JO du 21/05/2010
RESTAURATION DE COLLECTIVITES N° 1266	Transposition de la loi de modernisation du marché du travail	Avenant n° 45 du 22/06/2009 JO du 22/05/2010
ROUISSAGE-TEILLAGE DE LIN N° 1659	Mise en place d'un régime de prévoyance	Accord du 17/10/2008 JO du 11/05/2010
	Mise en place d'une assurance complémentaire frais de santé	Accord du 17/10/2008 JO du 11/05/2010
SOCIETES DE VENTES VOLONTAIRES DE MEUBLES AUX ENCHERES PUBLIQUES & DES OFFICES DE COMMISSAIRES- PRISEURS JUDICIAIRES N° 2785	Emploi des seniors	Accord du 19/01/2010 JO du 28/05/2010
TELECOMMUNICATIONS N° 2148	Financement du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels en 2010	Accord du 20/11/2009 JO du 27/05/2010
TELEPHERIQUES & ENGINS DE REMONTEES MECANIQUES (NOUVELLEMENT INTITULEE CONVENTION COLLECTIVE DES REMONTEES MECANIQUES ET DOMAINES SKIABLES) N° 454	Changement d'intitulé de la convention collective nationale	Avenant n° 38 du 20/10/2009 JO du 21/05/2010
TRAVAIL TEMPORAIRE N° 2850	Seniors	Accord du 30/11/2009 JO du 07/05/2010
VENTE A DISTANCE N° 2198	Egalité femmes-hommes	Accord du 29/09/2009 JO du 27/05/2010
VETERINAIRES PRATICIENS SALARIES N° 2564	Valeur du point	Avenant n° 16 du 26/11/2009 JO du 11/05/2010

ACCORDS REGIONAUX ET DEPARTEMENTAUX

BRANCHES	THEMES	DATES
BATIMENT ETAM N° 2609 POITOU-CHARENTES	Salaires	Accord du 12/01/2010 JO du 11/05/2010
BATIMENT Ouvriers (plus de dix salariés) N° 1597 POITOU-CHARENTES	Salaires Indemnités de petits déplacements	Accord du 12/01/2010 JO du 11/05/2010 Accord du 12/01/2010 JO du 11/05/2010
BATIMENT Ouvriers (jusqu'à dix salariés) N° 1596 POITOU-CHARENTES	Salaires minimaux Indemnités de petit déplacement	Accord du 12/01/2010 JO du 26/05/2010 Accord du 12/01/2010 JO du 26/05/2010
BATIMENT ouvriers (+ et - 10 salariés) PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	Salaires	Accord du 16/12/2009 JO DU 07/05/2010
BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS ouvriers N° 2328 GUADELOUPE & DEPENDANCES	Salaires et primes	Accord du 4/06/2009 JO du 12/05/2010
EXPLOITATIONS AGRICOLES N° 9091 ARIEGE	Frais de déplacement	Avenant n° 87 du 16/07/2009 JO du 15/05/2010
EXPLOITATIONS DE PEPINIERES & D'HORTICULTURE N° 8734 MIDI-PYRENEES	Maintien de salaire Régime de prévoyance et complémentaire santé	Avenant n° 89 24/09/2009 JO du 15/05/2010 Avenant n° 90 du 24/09/2009 JO du 15/05/2010
EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE- ELEVAGE, COOPERATIVES D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE & CULTURES SPECIALISEES N° 9521 HAUTE-MARNE	Frais de santé	Avenant n° 24 du 10/09/2009 JO du 15/05/2010
EXPLOITATIONS HORTICOLES & PEPINIERES N° 9542 MEURTHE-ET-MOSELLE	Modification du régime de prévoyance	Avenant n° 83 du 30/10/2009 JO du 16/05/2010
EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAICHES, PEPINIERES & SERRES N° 9552 MEUSE	Salaires apprentis Régime de prévoyance	Avenant n° 91 du 4/11/2009 JO du 15/05/2010 Avenant n° 92 du 4/11/2009 JO du 15/05/2010
HOTELLERIE, RESTAURATION & ACTIVITES CONNEXES N° 2675 CORSE	Création d'une commission paritaire en région Corse Création d'une commission paritaire en région Corse	Accord du 11/07/2007 JO du 27/05/2010 Avenant n° 1 du 20/01/2009 JO du 27/05/2010

INDUSTRIE DE LA MANUTENTION & DU NETTOYAGE SUR LES AEROPORTS OUVERTS A LA CIRCULATION PUBLIQUE N° 1391 REGION PARISIENNE	Révision des dispositions relatives à l'indemnité de départ en retraite	Avenant n° 45 du 13/11/2009 JO du 29/05/2010
INDUSTRIES METALLURGIQUES, MECANIKES & CONNEXES N° 937 HAUTE-VIENNE & CREUSE	Rémunérations annuelles et minimales garanties Prime de vacances	Avenant du 17/12/2009 JO du 11/05/2010
MAITRES D'ŒUVRE EN BATIMENT N° 2332 AUVERGNE	Elargissement de l'accord régional des entreprises d'architecture fixant la valeur du point (étendu par arrêté au JO du 1/4/2010)	Accord du 05/11/2009 JO du 28/05/2010
MAITRES D'ŒUVRE EN BATIMENT N° 2332 PAYS DE LA LOIRE	Elargissement de l'accord régional des entreprises d'architecture fixant la valeur du point (étendu par arrêté au JO du 1/4/2010)	Accord du 09/11/2009 JO du 27/05/2010
MAITRES D'ŒUVRE EN BATIMENT N° 2332 POITOU-CHARENTES	Elargissement de l'accord régional des entreprises d'architecture fixant la valeur du point (étendu par arrêté au JO du 1/4/2010)	Accord du 02/11/2009 JO du 27/05/2010
METALLURGIE N° 2728 BELFORT-MONTBELIARD	Extension de la CCN Salaires Indemnité de licenciement	Convention collective JO du 27/05/2010 Accord du 07/07/2009 JO du 27/05/2010 Avenant du 07/07/2009 JO du 27/05/2010
METALLURGIE N° 1274 CORREZE	Salaires	Avenant n° 68 du 21/11/2009 JO du 27/05/2010
TRAVAUX D'AMENAGEMENT & D'ENTRETIEN FORESTIERS N° 8723 GIRONDE, LANDES & LOT-ET-GARONNE	Régime de prévoyance Suppression de certains articles	Avenant n° 41 du 20/11/2009 JO du 15/05/2010
TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS (N° 1702) ETAM (N° 2614) CENTRE	Valeur des salaires pour l'année 2010 ETAM Valeur des salaires minima pour l'année 2010 OUVRIERS Indemnités de petits déplacements applicables aux OUVRIERS et aux ETAM non sédentaires	Accord du 11/12/2009 JO du 07/05/2010 Accord du 11/12/2009 JO du 07/05/2010 Accord du 11/12/2009 JO du 11/05/2010